

CONTEXTE DE L'APPEL DE PROJETS

À l'automne 2021, le gouvernement du Québec a rendu public le *Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026 – S'allier devant l'itinérance (PAII)* qui inclut 14 actions, se déclinant en 31 mesures, auquel est associé du financement pour assurer sa mise en œuvre.

Dans le cadre du budget 2023-2024, le gouvernement du Québec a annoncé 35 millions de dollars supplémentaires pour répondre à l'augmentation des besoins en itinérance. Le présent appel vise à répartir une part significative de ce financement, soit 22,5 M\$, ce qui représente 4,5 M\$ par année entre 2023-2024 et 2027-2028 (sous réserve d'approbation des normes de programme annuelles), pour soutenir les mesures d'urgence existantes et favoriser la création de nouveaux projets au Québec. Ce financement s'inscrit en cohérence avec les mesures 6.1, 6.2 et 10.1 du *Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026* qui reconnaissent l'importance d'offrir des hébergements adaptés aux divers besoins des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

Les ressources d'hébergement visées par ces mesures sont vues ici comme des espaces privilégiés pour accompagner vers des voies de sortie tant les personnes qui viennent de basculer vers l'itinérance que celles dont la situation se prolonge dans le temps. Les différentes régions pourront utiliser les leviers financiers pour mettre en place des projets innovants en matière d'hébergement, incluant des mesures d'urgence telles que les haltes-chaieurs. La contribution des villes et du réseau de l'habitation est incontournable à la mise en œuvre de cette action, notamment pour favoriser la disponibilité de sites pouvant accueillir les services d'hébergement et leur intégration. Ainsi, il est souhaité :

- D'offrir des espaces inclusifs et sécuritaires;
- De mettre en œuvre des projets qui s'inscrivent en complémentarité avec les ressources existantes et les mesures régionales disponibles, entre autres complémentaires au programme d'hébergement temporaire et d'aide à la recherche de logement de la Société d'habitation du Québec;
- De prendre en compte les travaux d'analyse effectués dans les régions concernant le continuum de logement et d'hébergement;
- De se préoccuper des trajectoires des personnes en situation d'itinérance qui sont en perte d'autonomie, de celles qui connaissent des problématiques complexes, des personnes qui vivent de l'itinérance dans les lieux extérieurs (dont les campements) et d'autres populations dont les besoins spécifiques ressortent plus particulièrement au niveau régional;
- De porter une attention particulière à l'innovation, le potentiel d'inspirer d'autres régions qui vivent des réalités similaires, la complexité des enjeux associés, les apprentissages et enseignements qui pourront en découler, etc.

La demande déposée ne devra pas se substituer aux actions déjà en place dans le milieu ou les dupliquer, mais visera plutôt à rehausser l'offre de services existante. En outre, les initiatives qui sont déjà subventionnées dans le cadre d'une autre enveloppe budgétaire devront démontrer la complémentarité des différentes aides financières accordées. Dans certains cas d'exception, le financement pourra permettre de consolider des services existants si et seulement si ceux-ci sont compromis faute de financement additionnel.

BUT DE L'APPEL DE PROJETS

Le financement vise à soutenir le milieu communautaire pour bonifier le continuum d'hébergement et de logement au Québec destiné aux personnes en situation d'itinérance, avec la collaboration du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS).

OBJECTIFS DES PROJETS

Les projets doivent s'inscrire en cohérence avec les objectifs des mesures 6.1, 6.2 et 10.1 du PAII. Plus spécifiquement, ils doivent répondre à l'un ou plusieurs des objectifs suivants:

1. Rehausser l'offre d'hébergement pour répondre à la hausse du phénomène de l'itinérance;
2. Assurer des mesures complémentaires de protection et de réponses aux besoins de base pour les personnes en situation d'itinérance;
3. Adapter l'offre d'hébergement aux besoins des personnes en situation d'itinérance;
4. Consolider l'offre d'hébergement existante, dans des cas jugés exceptionnels.

Par ailleurs, les projets doivent s'inscrire dans une perspective de haut seuil d'accessibilité.

CRITÈRES DE PRIORISATION ET D'EXCLUSION

L'analyse et la sélection des projets s'articuleront autour de critères suivants :

- La démonstration d'une réponse aux besoins régionaux;
- La mobilisation du milieu communautaire;
- Le processus de consultations intersectoriel;
- La pertinence du projet au regard des objectifs ci-haut mentionnés;
- La cohérence du projet avec la vision, les objectifs et les mesures du PAII 2021-2026;
- La complémentarité du projet avec d'autres initiatives déjà en place;
- Les retombées attendues pour les personnes en situation d'itinérance;
- Le caractère innovant du projet.

Le financement accordé ne peut pas financer les frais d'administration de l'établissement.

ORGANISATIONS ADMISSIBLES

Les établissements du RSSS, dont les centres intégrés de santé et de services sociaux et les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux ainsi que les établissements desservant une population nordique et autochtone sont admissibles à une subvention. Il est toutefois attendu que les projets soient réalisés par un ou des organismes communautaires, à l'exception des mesures d'urgence (telles que les haltes-chaleurs) où l'embauche d'équivalent temps complet par le RSSS est possible. Dans un tel cas, les activités devront s'inscrire dans un projet plus large, qui aura été concerté avec le milieu communautaire et qui fera la démonstration que l'ajout de ressources provenant du RSSS favorisera une continuité des services.

FINANCEMENT

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est responsable du financement des dépenses admissibles. Le soutien du MSSS est sous la forme de subventions renouvelables chaque année pour la durée du projet, sous réserve d'une reddition de comptes satisfaisante. De leur côté, les établissements du RSSS seront responsables d'administrer le financement et de produire lesdites redditions de comptes, par l'entremise de leurs partenaires du milieu communautaire.

Un montant total de 4.5 M\$ annuel sur cinq ans sera réparti entre les projets ayant obtenu le plus haut taux de conformité aux critères de financement à la suite du processus de sélection. L'engagement du MSSS à verser la somme accordée à l'établissement sera conditionnel :

- À la démonstration par l'établissement que les bénéficiaires ont une capacité de mise en œuvre des projets dès l'automne 2023 et disposent des éléments clés de soutien requis pour la réalisation du projet; par exemple, sur le plan de la gouvernance, des ressources humaines ou de l'expertise;
- À la conformité des suivis et des livrables (dont la reddition de compte annuelle).

Dans le cadre de cette subvention, sont admissibles les dépenses suivantes :

- Les coûts directs de la main-d'œuvre
- Les frais de déplacement
- L'achat de matériel et équipement de travail
- La location de site
- La rénovation de bâtiment
- L'achat d'immeuble

Il est à noter que les établissements ne peuvent pas utiliser ce financement pour des dépenses en immobilisations, sauf si le financement est utilisé en subvention pour des organismes communautaires.

Par ailleurs, il revient à chaque établissement de conclure une entente avec le ou les organisme(s) bénéficiaire(s) d'une subvention.

PROCESSUS D'OBTENTION D'UN FINANCEMENT

1. DÉPÔT D'UNE DEMANDE

Pour déposer une demande de financement, chacune des sections du Formulaire de demande (en annexe) devra être complétée avant que celui-ci soit transmis au MSSS. De plus, pour être admissible, l'établissement doit fournir le formulaire de demande financière complété avant le **10 juillet 2023. Aucune demande ne sera acceptée après cette date.**

2. SÉLECTION DES PROJETS

Les projets soumis seront analysés et sélectionnés par le MSSS. Il est à noter que les projets sont d'une durée de cinq ans, sous réserve de l'acceptation de la norme annuelle de programme relative au Fonds de luttés aux dépendances.

3. RENOUVELLEMENT DU FINANCEMENT

Chaque établissement qui administrera la subvention devra fournir les résultats du projet financé dans le cadre de cette action aux périodes 7, 10 et 13 ainsi qu'une fiche de suivi au plus tard le 30 juin de chaque année, et ce, pour la durée de la subvention. Le renouvellement du financement sera conditionnel au respect des exigences de reddition de comptes transmises.

MODALITÉS DE SUIVI ET REDDITION DE COMPTES

Les modalités de reddition de comptes seront similaires à celles qui sont attendues pour les mesures 6.1, 6.2 et 10.1 du PAII. Cette reddition de comptes fera état du bilan du projet et de son déploiement de même que des dépenses réalisées. Sommairement, les établissements devront transmettre au MSSS :

- Un bilan faisant état des résultats obtenus au regard des objectifs du projet en fonction de ceux énoncés à la section Objectifs des projets du présent appel, incluant :
 - Le nombre de lits consolidés par le projet (objectif 4);
 - Le nombre de lits créés par le projet (objectif 1);
 - Le nombre d'ententes conclues avec des organismes communautaires (objectifs 1, 2, 3);
 - Les bonifications apportées aux services existants (objectifs 2 et 3).

DURÉE ET NOMBRE DES PROJETS

Le nombre de projets retenus sera déterminé en fonction de la pertinence des projets déposés et des sommes demandées pour chacun. Une région ne peut déposer qu'un seul projet.

Les projets retenus devront débuter dès l'automne 2023 et se poursuivre jusqu'au 31 mars 2028. La demande peut présenter un seul projet consolidé sur cinq ans. Cependant, les établissements ont également la possibilité de soumettre un projet qui répond à des impératifs à court terme pour l'hiver 2022-2023, et prévoir une seconde phase visant la pérennisation de la mesure à l'intérieur desdites cinq années. Dans un tel cas, les deux phases devront être exposées dans la demande et les projets devront faire la démonstration qu'ils ne réduisent pas l'itinérance à une situation saisonnière.

PROJETS COMMUNS

Les établissements peuvent soumettre des propositions qui regroupent différents partenaires autour d'un projet commun, notamment pour tenir compte :

- De leur intérêt commun pour certaines activités spécifiques en matière de mesures de protection et de sortie de l'itinérance;
- Des ressources dont ils disposent;
- Des expertises complémentaires détenues par chacun d'eux;
- Des divers besoins présents dans la région.